



N° 267 Juillet 2011

VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir. Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".

J.-d. Gaulle

Le journal de la droite civique, gaulliste et patriote

<http://www.lemil.org>

2012

Le choix : Sarkozy ou la gauche

par Jacques ROUGEOT,

professeur émérite à la Sorbonne, vice-président du MIL

Nous sortons d'une période chaotique, riche en événements inattendus et génératrice de bien des incertitudes. Nous allons, d'ici quelques semaines, entrer dans la dernière phase qui conduira aux échéances électorales nationales de 2012. Entre les deux, l'actualité nous accordera peut-être un relatif répit. C'est bien le moment de nous arrêter un peu, de faire le point, de tirer nos idées au clair. Nous

sommes donc tout naturellement amenés à essayer de répondre à quelques questions. Et d'abord celle-ci : quels sont les véritables enjeux de 2012 ? On entend tellement de réflexions blasées, découragées et décourageantes, qu'on peut se demander si cela vaut la peine de nous occuper de la chose publique plutôt que de nous replier sur nos petites affaires personnelles. Si nous passons outre, si nous

choisissons la voie de l'engagement, nous ne pouvons manquer de nous interroger sur les conditions dans lesquelles va s'engager le combat, et d'abord sur le rapport des forces en présence, avant d'envisager ce qu'il faudrait faire pour que le camp que nous avons choisi remporte la victoire.

Les enjeux de 2012

Depuis quelques décennies, on entend la même chanson avant chaque scrutin national. Des connaisseurs patentés de la vie politique viennent nous dire, avec un sourire de supériorité, que, quels que soient les résultats, cela ne changera à peu près rien à la politique qui sera menée. Les mêmes arguments reviennent toujours. C'est, en substance, qu'il faut être bien naïf ou bien ringard pour s'imaginer qu'il y a encore une différence entre la droite et la gauche. Plus personne n'a d'idées propres et, de toute façon, les contraintes extérieures s'exercent de façon si puissante que les gouvernements nationaux, celui de la France en particulier, ne disposent pratiquement d'aucune marge de manœuvre.

En fait, cette prétendue prise de hauteur par rapport aux apparences ne procède que d'une affligeante futilité et de la recherche d'un prétexte pour ne rien faire. Nous devrions pourtant être plus clairvoyants car nous avons déjà été échaudés. Qui peut ne pas voir que les passages de la gauche au pouvoir, depuis trente ans, ont provoqué les conséquences les plus fâcheuses, que ce soit en matière d'économie, d'éducation, de sécurité, d'immigration, etc. ? Quand on évoque les contraintes extérieures qui s'exercent sur les politiques nationales, on pense surtout à l'économie. Mais même dans ce domaine, s'il est vrai que les contraintes sont les mêmes, les façons d'y

faire face peuvent être extrêmement différentes. Ainsi, en 1997, qui aurait pensé que, dans une situation de lutte de plus en plus âpre pour la compétitivité, un gouvernement français s'emploierait à entraver l'activité nationale par un énorme boulet ?



C'est pourtant ce qu'a réalisé le génie pervers des socialistes avec l'instauration des trente-cinq heures hebdomadaires. Cet exemple attire l'attention sur une caractéristique des mesures catastrophiques prises par les socialistes : ces mesures exercent leur nuisance à très long terme, parfois de manière quasi irréversible. Qui pourra jamais dire, en effet, jusqu'où ira le discrédit infligé par les trente-cinq heures à la valeur même du travail ?

Et puis, même en économie, la succession des événements est loin d'être mécanique. Il faudrait être amnésique pour oublier qu'à tout moment peut survenir une

crise que les experts les plus écoutés n'avaient prévue qu'après coup. Au moment de la crise de 2008, nombreux ont été les Français, même parmi ceux qui n'avaient pas voté pour Nicolas Sarkozy, qui ont été saisis d'une terreur rétrospective à l'idée de ce qui se serait produit si Ségolène Royal avait été aux commandes. L'idée que, dans notre monde moderne, l'art de gouverner relève du pilotage automatique est, répétons-le, d'une prétentieuse futilité.

Aujourd'hui et dans les années prochaines, la conjoncture à l'échelle mondiale se charge d'incertitudes de plus en plus gravement menaçantes. Qu'il s'agisse de la remise en cause de l'euro ou de la place que prennent les pays émergents, l'instabilité est en permanence à l'ordre du jour, entraînant la double nécessité quasi contradictoire de pratiquer une politique économique rigoureuse et d'être prêt à prendre à tout instant des initiatives improvisées. L'arrivée de la gauche au pouvoir, accompagnée de quelques mesures démagogiques qu'elle sera obligée de prendre dès le début pour satisfaire son électorat, entraînera inmanquablement et immédiatement le déclassement de la France sur les marchés, le renchérissement du taux de ses emprunts, la chute dans la spirale d'un endettement effréné et, au bout du compte, l'asservissement de la France aux puissances financières de l'étranger.

Malgré les mesures démagogiques et irresponsables qu'ils pourront prendre provisoirement, les socialistes seront incapables de fermer la bouche revendicatrice et glapissante de leurs électeurs en leur fournissant une becquée substantielle. Leurs électeurs, ne l'oublions pas, viendront en nombre des rangs de l'extrême gauche, interne au PS (Hamon) ou extérieure (Mélenchon, NPA), avec l'ajout des écolos, et ils ne pourront pas se passer d'eux. Ils les paieront donc en leur donnant satisfaction sur ce qu'on appelle les questions de société. Avantage pour le pouvoir socialiste : les mesures prises en la matière ne coûtent pas très cher et leurs conséquences ne risquent pas de revenir les frapper brutalement en pleine face, contrairement aux folies économiques. Face à de tels avantages, le risque d'inoculer un virus mental, politique, social et moral à la société française ne pèse pas lourd. On sait dès maintenant sur quelles questions ils vont sévir, car ils ont amplement préparé le terrain en faisant grand bruit autour d'elles et en les inscrivant dans ce qui leur tient lieu de programme ou de catalogue de promesses.

La première catégorie comprend ce qu'on peut appeler les questions de morale sociale : mariage homosexuel, homoparentalité, euthanasie, drogue. Les tirs d'artillerie auxquels ils se livrent maintenant visent à imposer l'idée que non seulement l'évolution en ces matières représente un grand progrès pour la liberté humaine, mais que, de toute façon, elle est inéluctable. Certains esprits faibles, à droite, se laissent malheureusement prendre à cette imposture, qui est la forme moderne prise par le fameux «sens de l'histoire», qui devait nécessairement aboutir à l'instauration du communisme sur toute la planète.

Ces questions mériteraient de longs développements qui n'ont pas leur place ici. Faisons simplement remarquer qu'il ne s'agit pas de simples aménagements de la vie quotidienne destinés à libérer les indi-

vidus qui le souhaitent du corset étouffant de la morale traditionnelle. En fait, ce sont bien des principes civilisationnels qui sont en cause. Pour nous en tenir à un point, rappelons que, si l'homosexualité, en tant que pratique individuelle, a fait l'objet, selon les lieux et les époques, de jugements et de traitements divers et contrastés, allant de la répression la plus rude à la liberté sans bornes, il n'est jamais arrivé avant notre époque, dans toute l'histoire de l'humanité, que les relations homosexuelles aient reçu la consécration officielle, institutionnelle de la société, au même titre que l'union naturelle d'un homme et d'une femme. Pour aller encore plus loin, ce n'est pas un hasard si cette logique devenue folle, postulant l'indifférenciation absolue des êtres humains, a donné naissance à l'extravagante «théorie du genre» qui affirme que l'identité d'un être humain ne dépend pas de son sexe biologique, mais d'une sorte de sexe à la fois personnel et social déterminé librement par chaque individu, qui choisit par conséquent de se déclarer comme homme ou comme femme.

Il ne s'agit donc pas de politique-fiction ou de procès d'intention. Les mesures défendues à grands cris par les socialistes et appliquées demain s'ils accèdent au pouvoir supposent une négation de la nature et serviront de leviers pour précipiter le basculement de notre civilisation, beaucoup plus grave encore que les mésaventures économiques.

Autre terrain sur lequel le pouvoir socialiste ira très loin : celui de l'immigration. Il mettra en œuvre l'ouverture béante de toutes les vannes de l'accueil, des «régularisations» et des naturalisations massives et il accordera le droit de vote aux étrangers installés en France. Sur ce dernier point, bien entendu, on affectera de prendre quelques précautions (élections locales seulement, durée de présence sur le territoire), mais ces fragiles garde-fous ne seront là que pour faire plus facilement avaler la pilule et seront évidemment des-

tinés à disparaître pour permettre la généralisation de ce droit de vote. Cette mesure, sur laquelle il serait à peu près impossible de revenir par la suite, répond à une double préoccupation. Sur le principe, elle vise à noyer et à dissoudre l'identité française en faisant disparaître dans les faits toute différenciation entre les citoyens et des apports démographiques de plus en plus massifs. Mais elle procède aussi d'un calcul plus cynique, révélé sans vergogne par un cercle de réflexion du nom de Terra nova, qui est le fournisseur d'idées quasi officiel du PS. Dans une récente étude, il est dit que la gauche ne doit plus compter sur les ouvriers et sur le petit peuple, qui se détourne d'elle de plus en plus, et qu'elle doit donc en tirer les conséquences en prenant sous son aile et en utilisant comme masse de manœuvre ce nouveau prolétariat que sont les immigrés. Ainsi, la boucle serait bouclée et le système cadenassé. Le rapport électoral entre droite et gauche, qui s'établit aujourd'hui à peu près à parité, serait fortement et définitivement déséquilibré au profit de la gauche, qui serait assurée de conserver le pouvoir quasi indéfiniment. Remarquons d'ailleurs que, dès demain, si la gauche conquiert la présidence de la République et l'Assemblée nationale, elle détiendra la totalité du pouvoir politique en France à tous les échelons, puisqu'elle tient déjà la plupart des grandes villes et des départements et presque toutes les régions, avec de bonnes chances de s'emparer du Sénat. Si l'on ajoute un ingénieux système de fichage politique grâce à l'organisation des primaires, on se dit que les lendemains qui chantent auront désormais à leur répertoire un seul air : la vie en rose.

Nous connaissons tous des gens de droite qui, pour des raisons souvent épidémiques, sont prêts à favoriser cette éventualité. Ce doit être la faute à Jupiter, qui, comme chacun sait, ôte la raison à ceux qu'il veut perdre.

Sarkozy, candidat naturel de la droite

Si nous vivions dans un monde purement rationnel, l'argumentation à l'appui de cette affirmation tiendrait en un syllogisme de quelques lignes : ce qu'il faut éviter à tout prix, c'est la victoire socialiste ; le seul qui, à l'élection présidentielle, puisse battre la gauche est le candidat de l'UMP ; or, dans son camp, personne ne conteste sérieusement cette place à Nicolas Sarkozy ; donc il faut voter pour Sarkozy, le candidat naturel de la droite. CQFD.

Oui, mais l'être humain est souvent plus compliqué que rationnel, le Français l'est particulièrement et certains Français de droite doivent détenir le record. Il faut donc argumenter plus avant et, sur ce terrain compliqué, s'engager avec des idées simples. Ces propos s'adressent évidemment aux électeurs potentiels de Nicolas Sarkozy, c'est-à-dire à ceux qui veulent éviter la victoire de la gauche. Ceux qui souhaitent la victoire de la gauche agis-

sent rationnellement en concentrant leurs coups sur lui. Ils se livrent à cet exercice avec une telle conviction qu'ils laissent souvent leurs mystérieuses propositions



dans une ombre propice.

Ces électeurs de droite, potentiellement favorables mais très hostiles en fait, tiennent des propos péremptores qui se résument généralement à une formule lapidaire : je ne voterai pas (ou plus) pour

Sarkozy. Ils semblent invoquer une évidence si reconnue de tous qu'elle les dispense de toute argumentation plus développée. Si on les pousse dans leurs retranchements, certains incriminent les premiers mois du quinquennat (le Fouquet's, le bling-bling, l'ouverture), réaction bien épidémique et disproportionnée au regard des enjeux, alors que d'autres épinglent une mesure (ou, plus souvent encore, une absence de mesure) qui leur déplaît particulièrement et décrètent que cela suffit pour disqualifier son auteur jusqu'à la fin des temps électoraux. Peut-on leur faire remarquer qu'ils agissent comme s'ils jouaient à un jeu intellectuel obéissant à des règles générales et théoriques choisies arbitrairement, dont l'une dirait : tout concurrent ayant commis telle faute sera éliminé de la course au titre ? Un tel raisonnement n'a rien à voir avec la réalité politique. La question pertinente s'exprime en termes comparatifs : du candidat A ou

du candidat B, lequel se rapproche le plus - ou s'éloigne le moins - de la politique que je souhaite pour mon pays ? Nous n'avons pas la possibilité de tracer un portrait-robot du président idéal. Le choix est simpliste et il nous est imposé. Refuser de choisir, c'est forcément retirer une voix au candidat qui déplaît le moins pour la donner en fait au candidat qui déplaît le plus. Refuser sa voix à Sarkozy, c'est accepter d'être co-responsable des ravages évoqués ci-dessus, qui seront causés par la politique du pouvoir de gauche et c'est se refuser à soi-même le droit de gémir plus tard.

Pour terminer la revue des arguments biaisés, évoquons celui qui consiste à dire : «L'essentiel est d'éliminer Sarkozy. La gauche, certes, gouvernera quelque temps, mais elle sera bientôt emportée par son échec, laissant la place libre pour une droite pure et dure, selon mon cœur». C'est exactement le genre de propos qu'on a entendus en 1981 et qui ont porté Mitterrand au pouvoir. Résultat : en vingt-et-un ans, de 1981 à 2002, la droite a exercé le pouvoir sans partage pendant deux ans, le reste du temps étant partagé entre le pouvoir socialiste et la cohabitation.

La leçon des faits est claire. Il faut se saisir de tout le pouvoir possible chaque

fois que l'occasion se présente, sans finasser. La politique du pire ou de la dé faite volontaire et prétendument maîtrisée est une duperie dont on est immanquablement la victime. Les préceptes les plus simplistes sont les plus vrais et les plus sages. Par exemple celui-ci : le moins bon des gouvernements de droite vaut toujours mieux pour la France que le moins mauvais des gouvernements de gauche.

Nous avons fortement insisté, pour des raisons d'efficacité, sur les arguments qui s'adressent aux électeurs qui ont des préjugés hostiles à Nicolas Sarkozy, les partisans fervents n'ayant pas besoin d'être convaincus. Mais il ne faudrait pas que cette particularité de l'argumentation déforme les perspectives et fasse croire qu'on ne peut voter pour Sarkozy que par défaut, par résignation à se contenter du moins mauvais, faute de pouvoir se prononcer pour le meilleur. En vérité, Nicolas Sarkozy s'est révélé à la hauteur de sa charge écrasante de président de la République française. Ce n'est pas ici le lieu de faire le bilan des réformes qu'il a entreprises, des pistes qu'il a ouvertes dans la bonne direction (universités, retraites, service minimum, droits de succession, etc.). Ce qui est plus important encore que la

réalisation d'un programme électoral, c'est la capacité de montrer que, dans des circonstances éprouvantes, le chef sait réagir vite et bien, mais aussi, selon les cas, avec ténacité. C'est de cette ténacité, finalement victorieuse, que Nicolas Sarkozy a fait preuve en ne cédant pas à la rue lors de la discussion sur les retraites, ce dont peu de ses prédécesseurs pourraient se vanter. C'est aussi cette capacité de réaction fulgurante que le président a mise en œuvre sur la scène internationale, lors du conflit de Géorgie ou au moment le plus aigu de la crise monétaire, propulsant la France au rang de guide et de moteur des réactions occidentales. Voit-on Martine Aubry, tâcheronne appliquée à digérer le chapeau des trente-cinq heures que Strauss-Kahn lui a fait avaler et à mettre un peu d'ordre dans la pétaudière socialiste, ou bien François Hollande, qui élève son ambition jusqu'à être normal en réussissant seulement à être ordinaire, s'imposer ainsi en face des requins, confirmés ou apprentis, sur la scène du monde ?

C'est cela aussi, l'enjeu de l'élection présidentielle de 2012.

Le parcours du combattant

C'est bien à un parcours du combattant, pour Nicolas Sarkozy d'abord et aussi pour la majorité présidentielle, que s'assimile la dernière phase de la compétition électorale. Divers obstacles se dressent sur la route qui conduit aux scrutins de 2012.

Le premier présente une opposition frontale : c'est évidemment le PS. Le parti socialiste est un cas politique intéressant. C'est une sorte d'objet impossible qui ne devrait normalement pas fonctionner, peut-être même pas exister. Sans idée directrice, sans convictions, sans véritable chef, sans unité, sans stratégie, sa disparition est régulièrement annoncée par les experts politiques les plus écoutés. La dernière fois, c'était à l'occasion du congrès de Reims, en 2008, qui semblait avoir battu tous les records d'incongruité. Pourtant, lors de chaque scrutin, ou presque, surtout lors des scrutins locaux et régionaux, c'est lui qui ramasse la mise, au point, nous l'avons vu, de détenir la plupart des grandes villes et des départements, ainsi que la quasi-totalité des régions. Une fois de plus, beaucoup ont pensé qu'il avait perdu sa meilleure chance avec la mise hors course de Dominique Strauss-Kahn. A vrai dire, la droite aurait tort de se réjouir de cet incident de parcours. DSK appartient à cette catégorie de candidats (Delors, Rocard, Barre, Balladur) qui font la course en tête un an avant l'échéance, mais qui, faute de volonté farouche, ne tiennent pas la distance. Qui plus est, outre son dilettantisme, il présente la grave faiblesse d'être incapable de dominer ses pulsions extra-politiques. S'il avait été jusqu'au bout du parcours, il était probablement voué à entrer pape au conclave présidentiel et à en sortir cardinal. En son

absence, le candidat socialiste, quel qu'il soit, recueillera sans doute, comme d'habitude, autour de 50 % des suffrages au deuxième tour. Un peu plus ou un peu moins, c'est ce qui se dessinera dans les dernières semaines.

A gauche, le PS doit compter avec des concurrents qui sont à la fois des rivaux, des aiguillons et, en cas de victoire, des forces de pression pesant sur l'action présidentielle et gouvernementale. Ce sont essentiellement la coalition de Mélenchon et le parti écologiste. Peuvent-ils enlever au candidat socialiste assez de voix pour lui infliger la même mésaventure que Jospin a subie en 2002 ? C'est peu probable, car les sondages attribuent au socialiste une avance qui semble le mettre à l'abri, et ce d'autant plus que le candidat écologiste, que ce soit Eva Joly ou Nicolas Hulot, sera sans doute électoralement médiocre et léger. La présence des forces de gauche en 2012 jouera donc, a priori, en faveur du candidat PS en attirant au premier tour des voix qui se reporteront très majoritairement sur lui au second.

En tout cas, malgré ou à cause de l'absence de Strauss-Kahn, Nicolas Sarkozy ne s'attend certainement pas à avoir en face de lui un adversaire socialiste diminué et facile à battre.

C'est d'autant plus vrai que la configuration des forces en présence n'est pas la même à gauche et à droite. La situation de Sarkozy est rendue fragile pour deux raisons : dans l'état actuel, il ne possède pas une marge de sécurité suffisante au premier tour pour l'assurer d'être présent au second, et, d'autre part, il n'est pas certain que ses réserves potentielles du premier

tour se reportent sur lui en nombre suffisant.

C'est le cas des centristes qui se pose ici. Il ne faut évidemment pas s'attendre, avec eux, à trouver une situation nette. La confusion règne dans leurs rangs : combien de candidats ? Quel(s) candidat(s) ? Sur quelle ligne ? Avec quelle stratégie ? Ce qui se dégage, c'est l'éternelle propension des centristes à se mouvoir en eaux troubles, pour, éventuellement, faire monter les enchères politiques en leur faveur. Ce qui est sûr, c'est qu'il serait vain, de la part de la majorité, d'infléchir sa ligne dans l'espoir d'apprivoiser les dirigeants ou de séduire les électeurs du centre. Ceux-ci, en effet, sont par nature indécis, hésitants, dépourvus de convictions fortes. Il faut que le Président et sa majorité tracent leur chemin avec assurance. C'est cette rigueur qui attirera les électeurs assez raisonnables pour refuser de prêter la main à une victoire de la gauche. De même, vis-à-vis d'un éventuel candidat comme Jean-Louis Borloo, qui consulte son humeur chaque matin pour faire part aux médias de l'état provisoire de ses cogitations, il est maladroit et, comme on dit, contre-productif, d'être pendu à ses basques soit pour l'adjurer, soit pour le cajoler. C'est lui conférer une consistance et une stature qu'il est loin d'avoir naturellement. Mieux vaut le laisser s'ébattre dans ses postures à géométrie variable et le laisser faire la preuve de ce qu'il pèse par lui-même. Le moment venu, quand il sera réduit à sa seule personne, il sera loisible de lui mettre en main un marché raisonnable, si toutefois cela en vaut encore la peine.

Reste la question du Front national et de sa candidate Marine Le Pen. Du côté

de la majorité, on adopte généralement, à part quelques obstinés, une attitude plus judicieuse que précédemment. Jean-François Copé, en particulier, se tient à une position équilibrée. Renonçant à une diabolisation de moins en moins crédible, il fait apparaître le Front national pour ce qu'il est réellement : un parti qui tient des propos qui ne sont pas forcément faux, mais qui versent trop souvent dans la démagogie irresponsable, et, d'autre part, une force politique qui fait, en pratique, le

jeu de la gauche. Cette position prend en compte la situation ambiguë du Front national à l'égard de la majorité présidentielle. C'est un adversaire qu'il faut combattre pour diverses raisons, et en particulier parce qu'il est le rival le plus direct et le plus dangereux, celui qui risque de priver de second tour Nicolas Sarkozy. Mais c'est aussi parmi ses électeurs du premier tour que se trouvent les réserves potentielles les plus importantes pour Sarkozy au second tour, tout simplement parce qu'une

partie non négligeable de l'électorat FN est constitué de déçus de la majorité qui adoptent une attitude de dépit sentimental.

Ce sont ces électeurs qu'il faut convaincre en premier lieu. Ce n'est pas une tâche facile et elle incombe au président et à son gouvernement parce que ce sont eux qui ont en main l'instrument indisponible de la reconquête des esprits : l'action politique effective et visible.

Les conditions de la victoire

Pour nous résumer, commençons par une constatation banale, mais qui commande toute la suite : la victoire n'est ni acquise, ni exclue, contrairement aux prédictions, contradictoires selon les moments, des pronostiqueurs patentés. Cela signifie que le résultat est en grande partie entre nos mains. Très schématiquement, les efforts à fournir, les actions à mener sont de deux ordres : ceux qui incombent au pouvoir exécutif et les autres.

Ce qui relève spécialement de notre activité, c'est de faire sauter les blocages, souvent irrationnels, encore très forts aujourd'hui, qui détournent de voter pour la majorité présidentielle et pour son candidat ceux qui auraient toutes les raisons rationnelles de le faire. Notre message est simple.

1. Les enjeux de 2012, en partie évadés, mais souvent dissimulés, sont d'une extrême importance à long terme.

2. La victoire de la gauche ne serait pas anodine, elle serait funeste.

3. C'est bien Nicolas Sarkozy qui a la capacité de nous épargner ce danger.

Donc, les raisons subalternes qui conduisent certains à avoir l'ambition de ne pas voter pour lui doivent s'effacer devant un intérêt supérieur, celui de la France.

Mais il faut bien constater qu'une grande partie de l'effort à fournir ne peut l'être que par le pouvoir exécutif, président et gouvernement. Ici encore, le raisonnement est simple et implacable.

1. La plupart des électeurs à conquérir, et surtout à reconquérir, sont ceux qui se sont tournés vers le Front national.

2. Ils se sont tournés vers le Front national parce qu'ils estiment que, en plusieurs années, le président actuel et les gouvernements de droite n'ont pas assez agi dans les domaines sensibles de l'immigration et de la sécurité. Ils se sentent échaudés, ils n'ont plus confiance. La seule chose qui importe, ce n'est pas d'influencer leurs idées, c'est de les convaincre que, cette fois-ci, ils ne seront pas déçus, ou même, diront certains, qu'ils ne seront pas trahis. Pour parvenir à ce résultat, c'est le pouvoir qui a la main.

Dans cette action à mener, il ne faut pas négliger les paroles émanant du gouvernement. Dans ce domaine, Claude Guéant fait un excellent travail. Ce qui est nouveau dans ses propos, c'est qu'il ne se contente pas de rabâcher, comme cela a trop souvent été fait, qu'on va lutter contre l'immigration clandestine, ce qui a été trop peu suivi d'effets et qui, de toute façon, serait insuffisant. Il montre sa compréhension de ce que ressentent de nombreux Français et qui était banni des discours officiels, et il aborde les questions de fond, comme la distinction entre intégration et assimilation, absente de tous les propos politiquement corrects. Dans ce registre, Claude Guéant est le meilleur agent électoral de Nicolas Sarkozy et de la majorité.

Mais, répétons-le, beaucoup de Français se sentent échaudés. Ils veulent des actes. Ici encore, c'est Claude Guéant qui est à la manœuvre. Son attitude de fermeté à l'égard des émigrants tunisiens de

Lampedusa a été appréciée, mais elle a été insuffisamment connue, elle est considérée comme un début dont on attend les suites. Vu le peu de temps qui reste avant les élections, on ne peut pas jouer sur le long terme, il faut trouver des actions frappantes et symboliques qui donnent le sentiment qu'un tournant décisif a été pris. Ce qui est certain, c'est que le président et le gouvernement doivent maintenir imperméablement une ligne de fermeté, à la



fois parce que cette ligne est bonne et parce que les Français ne pardonneraient pas une attitude hésitante et timorée.

Pour notre part, nous ne nous laissons pas démoraliser par les sondages encore médiocres. Ils commencent d'ailleurs à évoluer et ils montrent que, si les Français continuent à exprimer leur mauvaise humeur, leur raison commence à leur dire, au fond d'eux-mêmes, que c'est Nicolas Sarkozy qui sera choisi.

Le Mouvement Initiative et Liberté (MIL) continuera à contribuer à cette évolution en faisant entendre sa voix et en renforçant encore ses activités militantes.

BULLETIN D'ADHESION

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Téléphone Portable Télécopie

Courriel@..... Date et lieu de naissance

Profession

Je désire soutenir financièrement les campagnes du MIL et verse : 120 € ou plus 80 € 50 € 30 € 20 €

Je souhaite adhérer (ou renouveler mon adhésion) au M.I.L. pour l'année :

Cotisation de membre et abonnement au journal : 50 € Cotisation chômeur, jeune (-25 ans) : 15 €

Cotisation couple : 50 € Cotisation simple (sans journal) : 30 €

Cotisation pour la carte de membre donateur : 100 € Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 200 €

Je désire m'abonner à « Vigilance et Action » (pour les non adhérents) : soutien : à partir de 200 € simple 60 €

Je désire recevoir une documentation sur le M.I.L.

Date Signature

À renvoyer au M.I.L., BP 84, 92303 Levallois-Perret Cedex - Site Internet <http://www.lemil.org>

Conformément à l'article 27 de la Loi n°78-17 du 6/1/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les réponses aux différentes rubriques de ce bulletin sont facultatives. Les informations qu'elles contiennent sont à usage strictement interne. Elles font l'objet d'un traitement informatique et ne peuvent être communiquées qu'à des responsables désignés par le Bureau National. En application des articles 39 et suivants de la loi du 6 janvier 1978 modifiée, nous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent sur justification de votre identité.



VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L.
 Directeur de la publication : R. BÉTEILLE (imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution)

MIL : La droite
 civique, gaulliste et patriote